



***Les Organisations musulmanes et l'Etat
britannique de 1980 à 2005 :***

DU LOCAL AU NATIONAL

Romain Garbaye

Université Paris Sorbonne: garbaye98@hotmail.com

**Working papers du Programme
Villes & Territoires**

wppoleville@gmail.com
<http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

Résumé :

Cet article retrace l'histoire du passage du local au national des organisations musulmanes et de leurs activités politiques entre 1980 et 2005. Au début de cette période, la participation politique des organisations musulmanes est notable essentiellement dans les contextes urbains en particulier dans certaines villes où les mosquées et les associations musulmanes se sont multipliées tôt et ont réussi à faire aboutir des revendications religieuses et identitaires. Elles ont été aidées en cela par l'influence alors forte de la gauche du parti travailliste, qui a cherché à établir des partenariats politiques avec des organisations issues des minorités, dont entre autres les organisations musulmanes. A partir des années 1990, puis surtout après le 11 septembre 2001, on observe une véritable effervescence de divers types de réseaux et d'organisations qui tentent de porter ce type de revendications, à caractère souvent traditionaliste et conservateur, au niveau national, dans le contexte d'une politique gouvernementale qui a encouragé leur reconnaissance et leur institutionnalisation. C'est en particulier le cas du *Muslim Council of Britain* (MCB) sur le quel on se concentre ici. Ce succès a cependant été fondé sur ces bases fragiles, et, après les attentats islamistes de Londres en juillet 2005, l'impatience du gouvernement face aux limites évidentes du MCB en matière de prévention du radicalisme violent ont contribué à son affaiblissement, dans le contexte de la fragmentation et de la complexification du paysage associatif musulman. Il faut aussi noter les velléités gouvernementales de réinventer sous de nouvelles formes les partenariats locaux dans le cadre de la politique de prévention du terrorisme.

Pour citer ce document :

Garbaye, Romain (2010). Les organisations musulmanes et l'Etat britannique de 1980 à 2005 : du local au national », *Cahiers de recherche du Programme Villes & territoires*, 2010 Paris, Sciences Po.

Pour une version électronique de ce document de travail et des autres numéros des *Working papers du Programme Villes & territoires*, voir le site web <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

Abstract:

Readers wishing to cite this document are asked to use the following form of words:

Garbaye, Romain (2010). Les organisations musulmanes et l'Etat britannique de 1980 à 2005 : du local au national », *Cahiers de recherche du Programme Villes & territoires*, 2010 Paris, Sciences Po.

For an on-line version of this working paper and others in the series, please visit our website at: <http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

Sciences Po – Programme Villes et Territoires
27 rue Saint-Guillaume, 75337 Paris Cedex 07
Tel. : 01 45 49 50 50 / Fax. : 01 42 22 31 26 / mail : wppoleville@gmail.com

<http://blogs.sciences-po.fr/recherche-villes/>

Les organisations musulmanes ont participé à partir des années 1970 et du début des années 1980 à la politique britannique essentiellement au niveau local, en particulier dans certaines villes où les mosquées et les associations musulmanes se sont multipliées tôt et ont réussi à faire aboutir des revendications religieuses et identitaires¹. A partir des années 1990, puis surtout dans les années 2000, on observe la multiplication des organisations qui portent ce type de revendication au niveau national. C'est l'histoire de ce passage du local au national que l'on retrace ici.

Les organisations musulmanes locales considérées ici sont de nature diverse : mosquées et des regroupements de mosquées, associations caritatives, comités de liaison temporaires, ou divers types de réseaux informels de leaders religieux et communautaires. On s'intéresse à leur participation à la politique comprise comme autant de tentatives de peser sur les décisions des assemblées élues, des exécutifs et des administrations à travers des campagnes d'opinion, des pressions électorales ou des partenariats plus ou moins institutionnalisés. Les enjeux et les revendications portés par ces organisations mêlent souvent des questions d'organisation du culte avec des questions identitaires, voire des revendications à caractère social ou politique, comme le désavantage socio-économique des musulmans ou la politique étrangère britannique en Irak et au Moyen-Orient. En jouant ainsi sur plusieurs registres et en portant des revendications qui n'ont parfois qu'un rapport distant avec les problématiques spécifiquement religieuses, ces organisations et ces réseaux se sont souvent comportés comme de véritables « entrepreneurs identitaires » musulmans, qui s'emploient à accréditer l'idée d'une communauté musulmane unie, à des fins d'auto-légitimation.

A la fin des années 1970 et au début des années 1980, les populations d'origine immigrée extra-européenne ne se définissent essentiellement pas en termes religieux, mais sont plutôt considérés dans le vocabulaire qui a alors cours en Grande-Bretagne en termes ethno-raciaux, comme des Noirs (alors essentiellement originaires des Antilles britanniques et dont la migration remonte aux années 1940 et 1950), ou des *Asians* (Asiatiques), qui sont issus de la grande vague d'immigration pakistanaise, bangladaise, et indienne des années 1950 à 1970². Parmi les Asiatiques, les personnes d'origine bangladaise et pakistanaise se décrivaient en 2001 à 92% comme musulmanes, et les Indiens se répartissaient entre les Sikhs, les hindouistes, et un petit

¹ Ce document de travail est en voie de publication dans le numéro 137 de Hérodote à paraître en mai 2010

² Ce terme de *Asian* regroupe sous un qualificatif ethno-racial des origines nationales différentes. Il constitue un raccourci pour désigner l'ensemble des populations d'origine immigrée issues de l'ex-empire britannique des Indes.

nombre de musulmans (13% des Indiens)³. Considérés comme un bloc, les Asiatiques musulmans constituent de loin le plus grand sous-groupe dans la population musulmane de Grande-Bretagne, même si celle-ci s'est beaucoup diversifiée depuis, avec une immigration en provenance d'Afrique et du Moyen-Orient. En 2001, ils représentaient 1,8% de la population britannique, et l'ensemble de la population musulmane 2,8%⁴.

Le retranchement du parti travailliste face aux gouvernements Thatcher des années 1980 dans ses bastions urbains et populaires, où se trouvent les plus grandes concentrations de Noirs et d'Asiatiques, va favoriser l'émergence d'un multiculturalisme local basé sur des alliances électorales et des partenariats de politique publique avec des organisations immigrées. Les organisations concernées étaient tout aussi bien séculières que religieuses, et concernaient toutes les composantes de la population immigrée de l'époque. Parmi les organisations asiatiques, les organisations musulmanes ont été particulièrement nombreuses. Les municipalités britanniques de gauche ont ainsi trouvé des alliés en la personne de responsables musulmans locaux, malgré les tensions permanentes qui caractérisent aussi leurs relations. Il s'agit ici de s'interroger sur les conditions d'émergence de ce qui est devenu pour les Travaillistes un véritable système de pouvoir dans les quartiers immigrés.

Mais le niveau de reconnaissance et d'influence atteints par ces organisations dans cette période contraste avec la faiblesse organisationnelle et politique de l'islam britannique au plan national. Cette situation commence à changer en 1989 à cause de l'affaire Rushdie qui incite les leaderships musulmans à prendre conscience de ce manque d'influence. Cette affaire est ainsi le point de départ d'un long processus d'organisation dont l'un des résultats les plus durables est la création en 1997 du *Muslim Council of Britain*, qui a réussi bon an mal an à nouer un partenariat soutenu avec les gouvernements néo-travaillistes jusqu'aux attentats de Londres de 2005. On a ainsi assisté à un processus de nationalisation ou de « britannicisation » de l'islam de Grande-Bretagne.

Surtout, à partir de 1997 qui est aussi l'arrivée au pouvoir de Tony Blair, on a assisté à un glissement rapide des discours et des politiques d'intégration des minorités d'un prisme racial ou ethnique vers un prisme religieux. Cette évolution est visible dans des domaines comme les politiques scolaires ou la lutte contre les discriminations. Dans le cas des musulmans, le glissement s'opère aussi dans le contexte de l'après-11 septembre et du durcissement de la politique anti-terroristes, le pouvoir en place faisant alors souvent le grand écart entre des

³ Chiffres du recensement de 2001 qui inclut des questions sur l'ethnicité et la religion : <http://www.statistics.gov.uk/cci/nugget.asp?id=460>

⁴ <http://www.statistics.gov.uk/cci/nugget.asp?id=954> et <http://www.statistics.gov.uk/cci/nugget.asp?id=455>

politiques intérieures qui tendent à renforcer le poids de la religion et une politique étrangère qui est dénoncée avec véhémence par la plupart des organisations musulmanes. Cette politique gouvernementale constitue une structure d'opportunité politique favorable pour les organisations religieuses qui se multiplient alors, et qui entendent parler au nom d'une « communauté musulmane » de Grande-Bretagne, malgré leur représentativité difficile à vérifier. Les gouvernements de Tony Blair ont délibérément choisi d'ériger ces organisations en interlocutrices officielles et leur a accordé de 2001 à 2005 un niveau de reconnaissance gouvernementale jamais atteinte auparavant. La plus importante, le *Muslim Council of Britain*, saura jouer à plein de cette évolution en se présentant, d'un côté, comme le porte-parole d'une minorité qu'il présente comme à la fois désavantagée au plan socio-économique, victime de discrimination religieuse, et révoltée par la politique étrangère britannique, et, de l'autre, comme un partenaire gouvernemental de premier plan pour la prévention du radicalisme violent ou l'enseignement de l'islam à l'école.

Depuis 2005, le caractère de plus en plus diversifié des populations musulmanes, ainsi que l'apparition de nouveaux types d'organisations suggèrent un avenir plus difficile pour les organisations nées dans les années 1990 et au début des années 2000. Il faut à cet égard mentionner de nouvelles structures qui regroupent des musulmans « progressistes » qui refusent le leadership des structures du type du MCB qu'ils considèrent comme trop traditionalistes⁵. Il faut aussi noter les tentatives gouvernementales récentes d'inventer de nouveaux modes d'accès aux structures locales dans le cadre de leur stratégie anti-terroriste

1. Les partenariats avec les villes travaillistes dans les années 1980

Les Asiatiques pèsent de tout leur poids dans les débats sur l'islam depuis les années 1970 et 1980, et dominent depuis lors les organisations les plus importantes. Dès cette période, ils ont joué un rôle important dans la politique locale de certaines villes britanniques dans lesquelles ils sont concentrés, que ce soit à travers la politique séculaire (syndicalisme, militantisme au parti travailliste) ou à travers la floraison de mosquées, temples hindous ou sikhs (Gurdwaras), d'organisations caritatives, et de réseaux sociaux et politiques d'inspiration religieuse.

⁵ Les *Progressive British Muslims* (PBM) et les *British Muslims for Secular Democracy* (BMSD)

Dans cet ensemble, les mosquées et les associations musulmanes sont de loin les plus nombreuses. Des recherches menées au début des années 1980 témoignent d'un véritablement foisonnement associatif, caritatif et religieux musulman. A Birmingham, par exemple, qui avec un million d'habitants est la deuxième ville de Grande-Bretagne après Londres, on comptait déjà 55 mosquées au milieu des années 1980, dont deux de grande taille avec un dôme et un minaret, et de nouvelles voyaient régulièrement le jour (Joly, 1995, p26). Ce foisonnement s'est accompagné de l'apparition de partenariats entre les collectivités locales travaillistes et des leaders associatifs musulmans. Les travaillistes ont vu dans ces partenariats une manière -parmi d'autres- de fidéliser une clientèle électorale ou de co-gérer des services publics locaux en s'appuyant sur les structures et les ressources spécifiques des organisations religieuses. Quant aux responsables musulmans concernés, ils étaient le plus souvent issus de la première génération d'immigration, et attachés à la perpétuation des traditions du pays d'origine à travers la pratique de l'islam (Werbner, p15-40 ; Lewis, 2002 ; Kepel, 1994)

1.1. Les leaderships musulmans asiatiques locaux dans les années 1980 et 1990

Pour comprendre ces partenariats, il faut se pencher sur ce que Danièle Hervieu-Léger appelle « les modalités territoriales de la communalisation de la religion, ou les relations que chaque communauté religieuse entretient avec l'espace dans lequel elle s'est établie » (Hervieu-Léger, 2002, p99). Dans le cas des Asiatiques en Grande-Bretagne il faut insister sur leur niveaux élevés de concentration dans certaines grandes villes comme Birmingham, Bradford, Leicester, et certaines parties de Londres. Même si les débats font rage autour de la question de savoir dans quelle mesure exacte on peut parler de ségrégation pour ces populations -certains chercheurs comme Ludi Simpson notent ainsi que les taux de ségrégation restent largement inférieurs à ceux des Noirs dans les villes américaines (Finney et Simpson, 2009, p133)- il n'en reste pas moins qu'ils doivent être considérés comme élevés dans un contexte européen. Dans les villes précitées les anciens quartiers populaires du centre-ville comprennent souvent au moins 50% de minorités, noires et/ou asiatiques, et dans certains cas la population pakistanaise est extrêmement sur-représentée parmi les minorités. Ce phénomène a fonctionné comme un terreau favorable à la création d'une base sociale et politique pour des leaders religieux, et à la forte visibilité et l'activisme social et politiques de ces derniers, car il s'est combiné aux spécificités historiques, doctrinaires et organisationnelles de ces populations, que l'on peut résumer par un émiettement entre différentes tendances et par une pratique religieuse souvent intense (Joly, 1994).

Les musulmans asiatiques de Grande-Bretagne se divisent en deux tendances doctrinaires principales qui co-existent dans la plupart des localités : les *deobandis*, qui pratiquent un islam rigoriste et orthodoxe, avec des tendances parfois présentées comme fondamentalistes, et les *barelvis*, qui pratiquent un islam plus traditionaliste et teinté de soufisme. Dans les deux tendances, la pratique régulière du culte dans des mosquées contribue à expliquer la demande forte pour la construction de ces dernières. C'est d'autant plus le cas que ces populations sont souvent issues de milieux ruraux qui ont recréé dans leurs nouveaux contextes urbains les anciennes structures communautaires villageoises, que ce soit des liens de parenté étendus ou des leaderships à caractère religieux (Joly, 1995 ; Anwar et Werbner, 1991 ; McLoughlin, 2002). Les mosquées fonctionnent le plus souvent de manière autonome, et leur travail quotidien reste centré sur leur environnement social et politique local. Elles associent des activités à caractère civique, comme l'éducation ou les services sociaux, à des activités purement religieuses, ce qui signifie que des responsables dits religieux effectuent aussi des tâches d'organisation et de représentation extra-religieuses (Pour une présentation de ce type de problématique, voir Césari, Bargach et Moore, 2002, p34). C'est pourquoi ils sont souvent dotés d'un fort capital de ressources politiques. Ils sont souvent parmi les responsables locaux les plus respectés aux yeux de populations musulmanes pauvres confrontées à la discrimination sur le marché du logement et de l'emploi ; en même temps, ils apparaissent aux collectivités locales comme des partenaires précieux pour la mise en oeuvre de politiques sociales, car ils possèdent les compétences et les ressources clé dont d'autres acteurs sont souvent dépourvus, comme la connaissance de la langue d'origine qui permet de toucher les publics féminins ou âgés. Surtout, les responsables associatifs musulmans sont souvent capables de convertir l'autorité dont ils jouissent au sein de leur communauté en une ressource politique, parce que les collectivités locales manquent de légitimité pour intervenir auprès de ces populations et cherchent à déléguer les questions difficiles ou contentieuses. On peut citer en exemple le cas de la prévention de la violence chez les populations d'hommes jeunes. Le maintien de l'ordre, prérogative régaliennne de l'État s'il en est, a souvent été confié dans les faits à des organisations musulmanes. On a pu assister à des patrouilles de police organisées en consultation étroite avec le personnel de mosquées ou avec des représentants d'autres religions minoritaires comme les Rastafariens d'origine antillaise. D'autres domaines de politique publique, comme la santé, la politique de lutte contre la drogue, les activités parascolaires, la prise en charge des personnes âgées, et la recherche d'emploi, ont aussi été régulièrement déléguées à des organisations musulmanes.

Les réseaux musulmans sont souvent organisés autour des leaderships de la première génération qui jouent un rôle de transmission des valeurs des pays d'origine vers les immigrés de la deuxième génération. C'est ce qui explique que leurs premières revendications au début des années 1980 ont porté, outre sur la construction de mosquées, sur le domaine scolaire :

nourriture *halal* dans les cantines scolaires, tolérance du regroupement par origine nationale ou religieuse dans les écoles, port du foulard et dispense de sport pour les filles. C'est autour de ce type de revendications qu'ils se sont d'abord engagés dans des relations de clientélisme avec les Travailleurs, qui ont ainsi pu renforcer leur implantation électorale chez les minorités (Kepel, 1994, p154-163). Dans le domaine scolaire, les revendications musulmanes se sont souvent heurtées à une véritable résistance des autorités locales, mais leur capacité à mettre en jeu leur soutien électoral a été suffisante pour gagner gain de cause. Dans des villes comme Birmingham ou Bradford, de véritables campagnes de chantage électoral ont été orchestrées par des fédérations d'organisations musulmanes locales à cet effet : le *Muslim Liaison Committee* à Birmingham, et le Conseil des mosquées à Bradford. Les écoles britanniques sont caractérisées depuis cette période par des concessions importantes à ces revendications, qui sont désormais acceptées de manière consensuelle. La construction dès cette période de grandes mosquées avec minarets dans le cœur des villes concrétise dans les paysages urbains le niveau élevé de reconnaissance obtenu dans les espaces politiques locaux.

1.2. Le rôle des Travailleurs

Malgré les résistances de certaines collectivités locales, il faut insister sur les prédispositions des Travailleurs pour la reconnaissance des organisations religieuses. Marqués par une tradition d'engagement chrétien dans leurs rangs, ils sont habitués aux partenariats toutes sortes d'organisations religieuses depuis longtemps. En ce qui concerne les minorités, ce type d'approche est une constante, et pas seulement en ce qui concerne les musulmans. Il faut à cet égard citer les « Églises noires » (des Églises protestantes qui rassemblent des croyants d'origine antillaise), qui ont constitué depuis les années 1970 un véritable vivier de personnel politique d'origine antillaise. Dans les années 1980, le retranchement des Travailleurs dans leurs bastions populaires et urbains face aux gouvernements de Margaret Thatcher les a mis en position de pratiquer à grande échelle et dans la durée ce type de partenariat. Cela a été d'autant plus le cas que c'est souvent l'aile gauche du parti travailliste, antiraciste et multiculturaliste, qui prenait alors l'ascendant sur les tendances plus modérées dans les conseils municipaux.

La précocité de la reconnaissance de l'islam dans l'espace géographique et politique des villes est donc due à un modèle de gestion politique des populations musulmanes qui repose sur une entente entre réseaux traditionalistes de la première génération et collectivités locales de gauche. Ce modèle est donc basé à la fois sur les rapports de force au sein du parti et sur la configuration des rapports inter-générationnels au sein même de la population musulmane dans les années 1980 et 1990. Dans les années 2000, et dans le contexte des débats politiques tendus autour de la participation britannique à l'invasion de l'Irak après 2003, il a laissé entrevoir des signes d'affaiblissement. Dans le contexte de 2005 et de 2006, très marqué par les débats

sur la politique étrangère de Tony Blair, ce clivage générationnel s'est exprimé par une divergence politique entre les plus âgés qui continuent à aller voter pour les Travailleurs pour protéger leurs acquis -sociaux ou religieux- et les plus jeunes qui expriment leur colère en s'abstenant ou en affichant leur soutien à des candidats indépendants ou contestataires. Le partenariat entre les réseaux musulmans et la gauche travailliste est apparu depuis lors aux yeux de beaucoup comme une alliance conservatrice, archaïque et inefficace.

2. La montée au niveau national depuis 1989

Après l'affaire Rushdie, les revendications politico-religieuses se sont affirmées comme des enjeux de premier plan dans la vie politique britannique. Pour comprendre cette montée du local au national, il faut s'interroger sur les interfaces entre les stratégies gouvernementales en matière « d'intégration » et les mobilisations de groupes et réseaux qui s'érigent en représentants des musulmans de Grande-Bretagne. On s'inspire pour ce faire de travaux qui comparent les relations entre l'islam et l'État dans plusieurs pays européens comme ceux de Ruud Koopmans et de Paul Statham, ou de Joel Fetzer et Christopher Soper (Koopmans et Statham, 2005 ; Fetzer et Soper, 2005).

2.1. Une structure d'opportunité favorable : l'establishment de l'Église anglicane et l'ambiguïté des gouvernements néo-travailleurs

Les institutions et les politiques publiques britanniques offrent une structure d'opportunité ambiguë depuis 1997. D'un côté, en effet, les gouvernements de Tony Blair ont fait preuve d'un certain « religionisme » qui a servi les intérêts des organisations musulmanes, par exemple en accordant le statut de *voluntary aided school* (agrément et financement public) à des écoles musulmanes, sur le modèle des autres écoles créées par des religions minoritaires. Tony Blair a aussi fait voter une loi en 2006 contre l'incitation à la haine religieuse. Avec ces mesures, on a eu confirmation de la thèse de Fetzer et Soper, qui insistent sur l'aspect « ouvert » de la structure d'opportunité britannique : le pluralisme religieux en matière scolaire, appliqué depuis longtemps aux juifs et aux catholiques, faciliterait la revendication d'avantages similaires pour les musulmans (Fetzer et Soper, 2005). Ce pluralisme est étroitement lié à l'existence d'une Église d'État, l'Église anglicane, ce que l'on appelle outre-Manche *l'establishment* de l'Église. De *l'establishment* découle la reconnaissance des autres religions par souci d'égalité. Cette situation a effectivement encouragé les musulmans à formuler leurs revendications en comparaison avec

ces autres minorités religieuses plus anciennement installées, en demandant à bénéficier du même niveau de reconnaissance. Nombre d'organisations musulmanes font aussi régulièrement la comparaison entre des expériences précédentes d'institutionnalisation de représentants religieux en Grande-Bretagne, notamment les groupes juifs, qui se sont organisés dans la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle (Carré, Chassaigne, Germain, et d'Haussy, 2001, p 99-106)⁶

Mais, d'un autre côté, c'est précisément la non-prise en compte de leurs revendications religieuses dans la décennie précédente qui peut avoir attisé les velléités protestataires musulmanes et leur activisme organisationnel. C'est l'une des pistes avancées par Koopmans et Statham pour expliquer le foisonnement associatif et politique musulman en Grande-Bretagne (Koopmans et Statham, 2005, p62). Jusqu'à la fin des années 1980, en effet, les politiques en direction des minorités immigrées, comme la lutte contre la discrimination ou les objectifs de recrutement dans les collectivités locales, ciblaient les Noirs et les Asiatiques, mais ne prenaient pas en compte la catégorie « musulman ». Cette perspective peut sembler effectivement pertinente au regard de l'affaire Rushdie, puisque c'est à partir du sentiment d'exclusion et de colère face à des institutions britanniques jugées injustes et insensibles à leur demande d'interdiction des *Versets Sataniques* que les groupes musulmans s'étaient impliqués dans le débat politique national. La question continue de se poser en des termes comparables aujourd'hui à cause des nombreuses politiques qui se sont attirées les foudres des organisations musulmanes depuis les émeutes de 2001 et les attentats de juillet 2005 à Londres. Les gouvernements *New Labour* ont rejeté, tout au moins dans leurs discours, l'approche multiculturaliste, pour se rapprocher d'une vision souvent présentée comme néo-assimilationniste : dénonciation de la ségrégation résidentielle et scolaire à plusieurs reprises depuis 2001, et création d'une nouvelle « cérémonie de citoyenneté » en 2002 pour les nouveaux citoyens. Ils ont aussi renforcé leur arsenal policier et judiciaire dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, qui est souvent interprétée comme ciblant de manière disproportionnée les musulmans. Les organisations ont occupé l'espace politique et médiatique ouvert par les initiatives gouvernementales favorables aux religions minoritaires, tout en exploitant la colère des populations d'origine pakistanaise et bangladaise face à la lutte anti-terroriste, et contre la politique étrangère de Tony Blair.

6

2.2. Les entrepreneurs identitaires musulmans

Pour la plupart de ses politiques en direction des populations musulmanes, l'État britannique compose depuis le début des années 2000 avec des organisations telles que la *Muslim Association of Britain* (MAB), la *Islamic Human Rights Commission* (IHRC), ou le *Muslim Council of Britain* (MCB). Ces organisations peuvent avoir des positionnements politiques contrastés, la MAB étant explicitement proche de l'extrême-gauche, et la IHRC peu politisée. La plus importante est le *Muslim Council of Britain* (MCB), qui se pense essentiellement comme un groupe de pression musulman, sans préférence partisane nettement affichée, et de tendance majoritairement Deobandi. C'est une fédération de centaines de mosquées, d'associations régionales et même de certaines associations nationales, qui a vu le jour en 1997, au terme d'un long processus initié après l'affaire Rushdie en 1989, et qui a été encouragé par les gouvernements de John Major entre 1990 et 1997. La structure nationale qui chapeaute l'ensemble est organisée en comités spécialisés dans des domaines précis de politique publique : éducation, gestion du culte, exclusion socio-économique, etc. Jusqu'en 2005, le MCB a obtenu un niveau de visibilité médiatique et de reconnaissance gouvernementale sans précédent, et a œuvré à accréditer l'idée d'une communauté musulmane de Grande-Bretagne institutionnalisée et structurée. Son point de vue sur tous les sujets touchant non seulement à la religion, mais aussi à l'exclusion sociale, à l'éducation, à l'immigration, ou aux conflits du Moyen-Orient, est fréquemment sollicité par les grands médias nationaux. Les gouvernements de Tony Blair lui ont donné une place centrale dans les consultations officielles sur la lutte contre le terrorisme, les relations entre la police et les mosquées, l'enseignement de la religion à l'école, et la lutte contre «l'islamophobie ». Un ancien président du MCB, Iqbal Sacranie, a été fait Chevalier en 2005. Depuis, le MCB traverse une période difficile, les autorités faisant preuve d'un désir de plus en plus marqué de marginaliser un partenaire jugé désormais encombrant, peu fiable, et insuffisamment représentatif.

Ni réductible à une mobilisation issue de « la base » ni à une simple émanation gouvernementale, il partage cette ambiguïté avec les organisations musulmanes d'autres pays européens, en particulier le CFCM (Conseil Français du Culte Musulman) en France. Les parallèles sont clairs : dans les deux cas, interventionnisme d'État qui, dans une logique corporatiste, cherche à susciter un interlocuteur « représentatif » des musulmans (gouvernements de John Major qui ont encouragé la création du MCB, et longue histoire des tentatives socialistes dans les années 1980 et 1990, parachevée par la création du CFCM par Nicolas Sarkozy en 2003) ; faible représentativité et ambiguïté du statut par rapport à l'État ; ambiguïté également du rôle assigné à ces organisations, entre porte-parole d'une communauté et organisme de régulation du culte.

On voit toutefois apparaître des traits caractéristiques du MCB qui distinguent l'approche britannique : malgré le rôle joué par l'État dans sa création, c'est bien une organisation indépendante, avec un *leadership* autonome à la fois par rapport aux divisions de sa base et par rapport aux autorités ; c'est aussi une organisation qui a su, beaucoup mieux que le CFM, étouffer ses divisions pour parler d'une seule voix ; et le MCB a choisi de se développer essentiellement comme un groupe de pression, sur des enjeux liés à l'islam mais souvent avec une dimension politique, tandis que le CFM a eu du mal à trouver sa voix politique et a tendance à se replier sur ses fonctions culturelles.

Conformément à sa volonté de s'ériger en organisation représentative du plus grand nombre, le MCB s'emploie à islamiser tous les enjeux liés aux populations musulmanes et à leur insertion dans la société britannique, en faisant à cette fin une utilisation souvent habile des médias. On peut ainsi parler d'un véritable rôle de « marqueur idéologique » ou « marqueur identitaire » dans la vie politique britannique, car il participe activement à la confessionnalisation de l'intégration des migrants à travers ses discours, et il encourage l'ensemble des acteurs politiques à formuler eux aussi leurs prises de position en des termes identitaires et religieux. En même temps, dans sa recherche de crédibilité auprès de sa base, le MCB a été conduit à faire preuve au moins en parole d'un minimum de velléité contestataire, notamment depuis le début de la guerre en Irak. Cette attitude est difficilement conciliable avec la position d'interlocuteur semi-officiel du gouvernement, qu'il a pourtant recherchée et largement obtenue.

Dans cet équilibre entre institutionnalisation et ce que l'on pourrait appeler sa « fonction tribunitienne » il faut discerner un dilemme qui est fréquent dans les syndicats, les partis politiques et les associations, mais qui prend un relief particulier pour une organisation qui se veut représentative d'une population particulièrement marginalisée, tant au plan culturel que socio-économique, et qui en même temps se retrouve érigé en partenaire de premier plan pour la prévention de l'islamisme violent. On retrouve là les effets de la structure d'opportunité contradictoire offerte par le système et les politiques publiques telle qu'elle est présentée plus haut : le MCB est officiellement associé à l'élaboration de politiques scolaires, et en même temps accuse régulièrement le gouvernement « d'islamophobie ». Ce double langage irrite les autorités, d'autant plus que l'efficacité du MCB dans la prévention du radicalisme violent est loin d'être démontrée. Après les attentats de Madrid en 2004, la direction nationale du MCB a été encouragée à faire lire dans les mosquées qui lui sont affiliées une déclaration contre le terrorisme, mais il semble n'avoir réussi à faire appliquer cette volonté que dans 10 à 15% des lieux de culte concernés (Saggar, 2009, p384). On a ainsi assisté depuis 2005 à des tentatives gouvernementales de le remplacer par d'autres organisations comme le *Sufi Muslim Council* (qui s'est avéré encore moins représentatif). Le MCB a réussi à devenir un acteur de premier plan,

mais au prix de cette ambiguïté permanente, qui a entraîné une instabilité de plus en plus évidente

3. Conclusion : depuis 2005, l'étatisation et le retour vers le local ?

L'histoire des organisations musulmanes de Grande-Bretagne est donc l'histoire du passage d'un activisme localisé dans des contextes urbains caractérisés par de fortes spécificités sociales et politiques à un activisme national à partir des années 1990. Mais, après les attentats de Londres en 2005, le gouvernement de Tony Blair a manifesté son impatience à l'égard du MCB, dont la représentativité et l'efficacité lui sont apparues désormais illusoires. Le MCB et les autres organisations issues de la séquence historique ouverte par l'affaire Rushdie vont probablement continuer à compter, mais le niveau de reconnaissance atteint dans la décennie qui vient de se terminer semble le produit de circonstances politiques bien précises et il est difficile d'envisager comment il pourrait perdurer à l'avenir. La diversification de la population musulmane et la complexification du paysage associatif laissent présager la multiplication de nouvelles organisations, qui sont autant d'interlocuteurs possibles pour les gouvernements. Il faut à cet égard noter l'existence d'organisations de musulmans qui se présentent comme progressistes, et qui se réclament d'une identité musulmane tout en refusant le leadership d'organisations à caractère religieux qu'ils jugent conservatrices et non représentatives.

Surtout, la réaction la plus significative des autorités aux attentats de juillet 2005 a été de créer un organisme central de gestion des imams et des mosquées, le *Mosques and Imams National Advisory Board* (MINAB). Le MINAB a vocation à superviser le culte musulman dans le pays, en particulier dans les domaines sensibles de l'accréditation des imams et de la gouvernance des mosquées. Même s'il est géré par quatre organisations musulmanes, dont le MCB, sa création a été perçue par ce dernier, avec raison, comme une manifestation de la volonté du *Home Office* de limiter son influence dans ces domaines et de créer un canal de communication plus effectif avec les mosquées (MCB, 2006, p15-16). Elle marque à la fois un revers pour le MCB et un nouveau palier dans le processus de nationalisation de de l'islam britannique. Avec sa mission de gestion du culte et de la formation des personnels, le MINAB ressemble ainsi plus au Conseil Français du Culte Musulman.

Enfin il faut noter un début de retour vers la gestion locale des musulmans, qui est désormais visible dans le domaine de la prévention du radicalisme violent. Dans le cadre du volet « prévention » de sa stratégie anti-terroriste CONTEST, le ministère de l'intérieur s'en remet explicitement au département des communautés et du gouvernement local (en d'autres termes le

ministère des affaires locales) pour mener un dialogue inter-culturel et inter-religieux directement avec les mosquées (*Home Office*, 2009, 2.9).

Bibliographie

ANWAR, M, et WERBNER, P, eds, 1991, *Black Ethnic Leaderships : the Cultural Dimension of Political Action*, Routledge, Londres et New York, pp. 15-40.

CARRE, J, CHASSAIGNE, P, GERMAIN, 2001, Lucienne, et d'HAUSSY, Christiane, *Religions et cultures au Royaume-Uni, 1800-1914*, SEDES, Paris, pp. 99-106.

CESARI, J, BARGACH, S, et MOORE, D, 2002, « L'islamisation de l'espace public français, vers la fin du conflit ? », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien (CEMOTI)*, 33, 2002.

FETZER, J, et SOPER, C, 2005, *Muslims and the State in Britain, France, and Germany*, Cambridge University Press, Cambridge, 2005.

FINNEY, N, et SIMPSON, L, 2009, '*Sleepwalking to Segregation*' ? *Challenging Myths About Race and Migration*, Bristol, The Policy Press, 2009.

HERVIEU-LEGER, D, 2002, "Space and Religion : New Approaches to Religious Spatiality in Modernity", *International Journal of Urban and Regional Research*, 26(1).

HOME OFFICE, 2009, *Pursue Prevent Protect Prepare : the United Kingdom's Strategy for Countering International Terrorism*, HM Government, Londres.

JOLY, D, 1995, *Britannia's Crescent, Making a Place for Muslims in British Society*, Aldershot, Avebury.

KEPEL, Gilles, 1994, *A l'Ouest d'Allah*, Paris, Seuil.

KOOPMANS, R, et STATHAM, Paul, 2005, 'Multiculturalisme, citoyenneté et conflits culturels : le défi posé par les revendications des groupes musulmans en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas', dans Arnaud, Lionel, dir., *Les Minorités ethniques dans l'Union européenne, politiques, mobilisations, identités*, Paris, La Découverte.

LEWIS, P., 2002, *Islamic Britain, Religion, Politics and Identity among British Muslims*, I.B. Tauris, Londres et New York.

MCLOUGHLIN, S, 2002, « Recognising Muslimism, Religion, Ethnicity and Identity Politics in Britain », *Cahiers d'Etudes sur la Méditerranée Orientale et le Monde Turco-Iranien (CEMOTI)*, CERI, Paris, n°33.

MUSLIM COUNCIL OF BRITAIN (MCB), 2006, *Voices from the Minarets, MCB Study of UK Imams and Mosques*, Londres.

SAGGAR, S, 2009, 'Boomerangs and Slingshots : Radical Islamism and Counter-Terrorism Strategy', *Journal of Ethnic and Migration Studies*, 35(3), p. 381-402.